

NPA 06 et 83

Ne muselons pas notre colère !

Sud-Est Anticapitaliste

Retrait de la loi sur les séparatismes, retrait de la loi sur la sécurité quotidienne, désarmement de la police...

L'assassinat de Samuel Paty par un fanatique, puis l'attentat de Nice ont été pour toutes et tous un coup de massue. Ces nouvelles atrocités sont venues rappeler le danger que représentent des courants réactionnaires et violents, instrumentalisant la religion et la colère pour nourrir leurs discours de haine.

C'est devenu une habitude, la colère légitime qu'a provoqué ces gestes a été instrumentalisée au profit d'une nouvelle offensive islamophobe, raciste et sécuritaire. Sur les plateaux téléés, dans les journaux et sur tous les médias on a ouvert en grand les vannes et des idées qu'on pensait réservées à l'extrême-droite la plus crasse se sont répandues allègrement.

Coup sur coup, le gouvernement piétine le droit et la liberté d'expression en annonçant la dissolution du Collectif contre l'islamophobie en France – l'accusant de faire le jeu des terroristes et menace du même sort de nombreuses associations. Le message est clair : pour eux, tout musulman ou réputé tel, est suspect. On invente ainsi un ennemi de la république et toute critique de cette dérive est taxée d'un sceau infamant : islamo-gauchiste. Un terme fourre-tout qui ne peut que rappeler les judéo-bolchéviques des années 30.

Le même gouvernement nous annonce ensuite la loi « confortant les principes républicains » (ex-loi sur le « séparatisme ») et la loi sur la « sécurité quotidienne » (LSQ). Deux torchons qui relèvent d'une même politique sécuritaire qui prétend masquer la misère derrière les gaz lacrymogènes et la rhétorique « républicaine ». Le but de cette politique est clair : empêcher toute contestation, toute résistance, pour pouvoir mener librement les attaques antisociales

et ultralibérales qui permettront d'augmenter toujours plus les profits.

Ce glissement sécuritaire, on le subit maintenant depuis de nombreuses années et progressivement, les armes forgées contre certaines parties de la population sont généralisées.

Ainsi, les pratiques qui se sont répandues d'abord contre les quartiers populaires ont ensuite été appliquées aux mouvements de jeunesse, puis aux mobilisations sociales.

La violence qui s'est déchainée face au mouvement des gilets jaunes ne venait pas de nulle part.

Elle s'était développée et systématisée depuis des années en passant par la répression dans les quartiers populaires en 2005, la répression des mouvements de jeunesse depuis le CPE jusqu'aux grèves lycéennes, la répression des mouvements contre la loi Macron et la loi El-Khomri...

Les violences policières ne sont pas « dérives » : elles sont partie intégrante d'une politique de violence contre toute résistance.

Avec ces lois scélérates, le gouvernement veut franchir un nouveau cap.

Criminalisation des luttes sociales, protection des violences policières, surveillance généralisée, restrictions des libertés : un cocktail sécuritaire que le gouvernement essaie de faire avaler à grands coup de rhétorique républicaine en instrumentalisant la peur et la colère.

Les manifestations des dernières semaines montrent que nous ne sommes pas désarmés face à cette offensive et il faut amplifier cette mobilisation.

**Retrait des lois sur les séparatismes,
et sur la sécurité quotidienne,
désarmement de la police :
ils ne nous feront pas taire !**



POUR PRENDRE CONTACT WWW.NPA2009.ORG

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom : Prénom :

Tél. : Mail :